

<http://ugtg.org/spip.php?article1742>



LA REUNION : explosion sociale, deux correspondances

- Actualité -



Date de mise en ligne mardi 6 mars 2012

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

1 / Explosion sociale contre la misère et le chômage

Chacun a pu voir à la télévision ces images montrant les jeunes réunionnais aux prises depuis plusieurs nuits avec les forces « de l'ordre » colonial. *Le Quotidien*, principal journal de cette île « française » de l'océan Indien, titre le 24 février : « *La revanche des laissés-pour-compte* », et ajoute : « *L'embrassement de ces derniers jours puise ses racines dans le profond déséquilibre de la société réunionnaise : inégalités, vie chère, chômage... Faute de revenus suffisants, un nombre croissant de Réunionnais luttent pour boucler les fins de mois.* »

Après l'explosion sociale du quartier du Chaudron, à Saint-Denis en 1991, qui avait fait onze morts, après le profond mouvement de grève de 2009 déjà contre la vie chère et le chômage, après la récente insurrection à Mayotte, autre « département français » de la région, le soulèvement actuel est le résultat de soixante ans de politique de « départementalisation » de l'île menée par l'Etat français en étroite collaboration avec le Parti communiste (PCR) de Paul Vergès. Les chiffres fournis par l'Insee sont éloquentes :

50 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté (911 euros par mois), et 10 % avec moins de 390 euros, alors que, selon Que choisir, les prix sont 68 % plus élevés qu'en France.

C'est la misère profonde pour la majeure partie de la population. Le taux de chômage atteint 30 %, et 60 % chez les moins de 25 ans, qui survivent avec les minima sociaux et n'ont souvent comme seule ressource que l'émigration vers le Canada, l'Australie ou la France, à 10 000 kilomètres de chez eux. (D'ailleurs, dans les années 1960-1970, des milliers d'enfants réunionnais ont été arrachés à leurs familles pour aller peupler... la Creuse !)

Vingt-cinq mille foyers sont aujourd'hui en attente d'un logement. Ajoutons-y la création de zones franches, le règne de quelques familles contrôlant les importations et le commerce, une politique agricole coloniale ayant presque détruit toutes les productions locales, la spéculation immobilière, la corruption, et voilà le bilan de l'« Europe des tropiques » (à certains points de vue, nous ne sommes pas très éloignés de la Grèce).

2 / "Le mouvement ouvrier doit protéger la jeunesse contre la répression"

Comme l'écrivent les militants du Group Travayèr Larényon (GTR) lié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et combattant pour constituer sur l'île une représentation de la classe ouvrière et de la jeunesse :

« Il a suffi d'une étincelle... Les transporteurs ont revendiqué une baisse du prix des carburants. Et la jeunesse de la Réunion s'est embrasée. (...) Oui, il y a violence à La Réunion. Cette violence vient de l'exploitation capitaliste, cette violence est aussi celle du système colonial qui condamne la jeunesse réunionnaise au chômage et à l'assistanat. »

Le mouvement nationaliste L'organisation populaire pour la libération nationale (LPLP) dénonce : « *Pendant soixante-six ans, les élus réunionnais (...) ont accompagné toutes les politiques anti-sociales (...). Nous allons vers une explosion d'une ampleur insoupçonnable.* »

Pour Ivan Hoarau, secrétaire du principal syndicat, la CGTR : « *La crise est totale et systémique, car c'est la crise du capitalisme. (...) La règle d'or sert le veau d'or.* »

La CGTR revendique :

â€" l'augmentation des salaires (Smic à 1 700 euros brut) ;

â€" l'augmentation des minima sociaux ;

â€" une autre politique, créatrice d'emplois.

LA REUNION : explosion sociale, deux correspondances

Le PCR demande « *une prime de vie chère de 200 euros durant quatre mois à partir de mars* ». Le préfet a réuni le 24 février une table ronde de « toutes les forces vives » pour apaiser l'incendie social.

La CGTR appelle à une journée de grève et à un rassemblement à la préfecture le 29 février « *dans le cadre de la journée d'action des syndicats européens contre l'austérité* ». Nul ne sait comment évoluera la situation dans les jours qui viennent. En tous cas, une chose est certaine : après plusieurs nuits d'affrontements, c'est au mouvement ouvrier organisé, à ceux qui disent parler au nom des travailleurs qu'il revient d'organiser la protection de la jeunesse face à la répression. Ne pas laisser la jeunesse isolée, mais au contraire, dresser la force unie des travailleurs, des jeunes, de leurs organisations.

Cela pose aussi, avec une urgence accrue, la nécessité absolue de construire la représentation politique dont les travailleurs et les jeunes de La Réunion ont tant besoin.